

Sur la situation au Burundi...

■ Quelles sont les informations dont vous disposez à propos de la situation dans votre pays ?

□ *Elle est plus grave encore qu'au cours des semaines précédentes, où les forces de l'ordre ne répondaient pas au commandement des forces politiques.*

Cette fois, c'est pire encore, parce que le commandant en chef de l'armée, qui se trouvait dans l'avion, a également trouvé la mort. Il n'y a vraiment plus personne pour commander les forces armées...

■ Voici quelques jours déjà, vous plaidez en faveur d'une intervention extérieure. Maintenez-vous cette position ?

□ *Plus que jamais : seule une telle action pourrait réussir à rassurer tout le monde au Burundi, la population mais aussi, et j'insiste sur ce point, l'armée elle-même.*

■ Et si l'armée, une fois de plus, refuse une telle intervention ?

□ *Elle devrait comprendre qu'il s'agit de son propre intérêt, car il y a un risque réel de confrontation générale au sein de la population. On dit toujours que s'il y a guerre civile, et c'est ce qui risque d'arriver, il n'y a plus ni vainqueurs ni vaincus.*

■ Avez-vous pris des contacts en ce sens à l'occasion de votre visite en Belgique, et

Léonard Nyangoma

Ministre de l'Intérieur
du Burundi

au titre de ministre de l'Intérieur, n'envisagez-vous pas de devoir, d'urgence, regagner votre pays ?

□ *Non, je ne prévois pas de rentrer avant la date prévue. D'abord, j'ai les moyens de me tenir informé de la situation, et ensuite je crois qu'à l'extérieur aussi, je peux réaliser un travail utile. Quant aux contacts, il est trop tôt pour en parler, car ils n'ont pas encore été finalisés.*

■ Le président du Burundi, qui se trouvait à bord de l'avion de son collègue rwandais, a-t-il été visé ou est-il mort par hasard ?

□ *Pour répondre à cette question, il faudra attendre les résultats de l'enquête; nous ignorons encore les circonstances exactes de l'attentat.*

■ Comment sera assurée la relève du président défunt ?

□ *D'après la Constitution, c'est le président de l'Assemblée nationale, Sylvestre Ntibantunganya, qui assurera la relève durant trois mois, après quoi un nouveau président sera élu par le Parlement.*

■ Quelle est la situation à Bujumbura, d'après vos informations ?

□ *La colère de la population est évidente, cependant, jusqu'à présent, la situation est calme. Les gens savent qu'il y a une différence entre l'assassinat du président Ndayaye et les événements actuels, où il s'agit, pour le cas de notre président, d'un accident.*

■ Quelles sont les implications régionales de cette crise ?

□ *De nouvelles vagues de réfugiés sont à craindre dans les pays voisins.*

Mais je tiens cependant à démentir formellement l'information selon laquelle un commando zairois aurait participé à l'assassinat du président Ndayaye. Aucun de ceux qui se trouvaient sur place au moment des faits n'a fait état de cette information. Le coup a été mené par le 11^e bataillon de paracommandos et les témoins oculaires assurent que les assassins étaient uniquement burundais.

Propos recueillis par
COLETTE BRAECKMAN